

Droit au logement pour tous

Cécile DUMAS, Gérard PIEL, Denis LA SPESA, élus de « **la Gauche et l'écologie pour Antibes Juan les Pins** » présentent la véritable situation du logement social sur le territoire d'Antibes et de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis (CASA).

Avec les militants du Parti Communiste Français (PCF), d'A Gauche Vraiment (AGV), du Droit au logement pour tous, les élus de « la gauche et l'écologie » mènent une véritable bataille politique, sociale et solidaire pour faire reconnaître un droit bafoué !

Depuis huit ans et le scandale du bidonville Muratori, ce sont des centaines de familles qui sont venues à la permanence du mardi après midi ou participer aux « Mardis de la colère ».

Des dizaines d'expulsions ont été empêchées, des relogements obtenus. Ces actions qui sont profondément politiques déplaisent au député – maire - président de la CASA, Jean Léonetti, et à ses amis de l'UMP.

Ceux-ci cherchent à cacher ou à réduire l'importance du problème, pour des milliers de familles : spéculation immobilière, coût exorbitant des locations dans le privé, logements insalubres, HLM vétustes et en nombre insuffisant, caves et garages transformés en logement et même des voitures ou des fourgons.

Au-delà de chaque expulsion empêchée, de chaque relogement obtenu, c'est aussi une autre façon de faire de la politique avec les gens concernés, rassemblés et actifs.

Certains d'entre eux participaient à la liste des élections municipales, d'autres sont présents tous les mardis à la permanence.

Notre pugnacité, nos actions sont reconnues par les associations de solidarité ou caritatives. Nous sommes devenus un interlocuteur incontournable pour les administrations, services du logement, préfet.

Alors que le responsable local du Parti Socialiste (PS) nous stigmatisait en nous accusant d'utiliser la misère humaine à des fins électoralistes, les élections ont placé « la gauche et l'écologie » comme 1^{ère} force de gauche et Cécile Dumas siège à la CASA y compris à la commission habitat.

Nous pouvons ainsi vous présenter ces « chiffres noirs du logement » alors que pendant six ans les élus dit d'opposition siégeant à la CASA n'ont jamais rendu compte de leur mandat.